



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Déclaration adoptée à l'occasion de la neuvième Réunion des présidentes de parlement

Genève le 5 septembre 2014

Nous, les Présidentes de parlement participant à la neuvième Réunion des Présidentes de parlement, à Genève, les 4 et 5 septembre 2014, sommes vivement préoccupées de ce que plus de quatre mois après les faits, la majeure partie des 273 écolières nigérianes enlevées par Boko Haram sont encore portées disparues.

Nous sommes également préoccupées et consternées par les crimes odieux commis contre des femmes et des filles dans des pays en situation de conflit, au nombre desquels la Syrie, l'Iraq, ainsi que la République démocratique du Congo et la République centrafricaine. Là aussi, des femmes et des filles sont violées, enlevées et vendues pour être mariées de force ou réduites à l'état d'esclaves sexuelles par leurs ravisseurs, à des fins personnelles ou d'exploitation.

Nous appelons le Gouvernement et le Parlement du Nigéria à ne pas oublier les filles qui ont été enlevées et à ne pas les abandonner à leur sort. Nous engageons en outre les autorités nigérianes à ne pas oublier les familles. Elles ont perdu des filles et des sœurs chères à leur cœur et veulent désespérément qu'elles reviennent chez elles pour renouer avec l'avenir auquel leur enfance les destinait. Tous les efforts mis en œuvre pour retrouver ces écolières et les libérer doivent se poursuivre avec toute l'énergie et la détermination possibles. Il ne faut pas laisser retomber la mobilisation.

Nous réaffirmons qu'il faut assurer la sécurité et la protection des enfants dans tous les pays. Les enfants doivent savoir qu'ils peuvent aller à l'école sans craindre de faire l'objet de violence d'aucune sorte et se concentrer sur leur éducation, ce qui contribuera non seulement à leur épanouissement, mais aussi au développement de leur société. Cela n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui pour les filles. L'éducation demeure le meilleur instrument pour éradiquer la violence et apporter un changement positif.

Nous, Présidentes de parlement, lançons un appel aux gouvernements et aux parlements du monde entier auxquels nous demandons de faire de la lutte contre la violence envers les femmes et les filles un objectif prioritaire et urgent.